

Dixième session du GTEPU, 24 janvier-4 février 2011  
*Informations soumises au GTEPU*

**Le Rapport national** [A/HRC/WG.6/10/NPL/1] note :

- qu'actuellement, 59 groupes sont reconnus comme des groupes nationaux autochtones/ethniques, soit 37,2 % de la population (§ 4).
- La Fondation nationale pour le développement des groupes nationaux autochtones (NFDIN) a pour mission de garantir le bien-être général des groupes nationaux autochtones, en vertu de la protection constitutionnelle de leurs droits (§ 24), relatifs notamment à l'éducation dans leur langue maternelle, leur langue, leur culture et leur patrimoine (§ 56).
- Après avoir ratifié la Convention 169 de l'OIT, le Népal travaille à l'adoption d'un plan d'action national visant à garantir la participation des PA à la prise de décisions (§ 80, 104).

**La Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/10/NPL/2] note que :

- en 2008, le RSPA (§ 59) a trouvé encourageant l'engagement du Népal pour la promotion des droits autochtones, mais a recommandé une réforme globale des lois et des politiques, en consultation avec les PA [A/HRC/12/34/Add.3, § 77, 78; aussi A/HRC/10/53, § 73; A/HRC/13/73, § 7; E/2008/43-E/C.19/2008/13, para 142].
- L'équipe de pays des Nations Unies note que le Népal doit encore mettre en œuvre la Convention 169 de l'OIT, ratifiée en 2007; les PA sont parmi les plus touchés par l'insécurité alimentaire persistante et continuent à être exclus du processus politique (§ 49, 60).
- Le CERD prie le Népal (§ 44) de garantir la pleine participation des PA au processus d'élaboration de la Constitution.
- La Commission d'experts de l'OIT demande des informations sur une politique de l'emploi nationale destinée à redresser adéquatement la situation des PA (§ 46).
- Le CESCR regrette (§ 62) le manque de clarté des critères pris en compte par la NFDIN aux fins de reconnaître officiellement les nationalités autochtones [E/C.12/NPL/CO/2, § 28].
- Le Rapport de 2009 des Nations Unies sur la situation des PA dans le monde souligne les disparités en matière d'espérance de vie et d'éducation (§ 61).
- Le CRC exprime son inquiétude (§ 18; aussi équipe de pays des Nations Unies, § 21) quant à la discrimination de fait dont les enfants autochtones sont victimes [CRC/C/15/Add.261, § 35-37]; et le CESCR (§ 56), quant à la grande disparité dans l'inscription des enfants autochtones à l'école primaire [E/C.12/NPL/CO/2, § 27].

Dans le **Résumé des communications des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/10/NPL/3] :

- DFPPHRN déclare que les PA sont les plus touchés par des conditions de vie inadéquates (§ 59).

- NNC- UPR/NWC/HRTMCC/DRCFCN soulignent la discrimination généralisée à l'encontre des PA, qui continuent à être couramment exclus des prises de décisions (§ 12), qui ne jouissent pas tous de la reconnaissance du Gouvernement et qui ont historiquement été privés de leurs terres et ressources naturelles en raison de pratiques discriminatoires, de projets de développement ou de parc nationaux: le Népal doit protéger le droit de l'ensemble des PA à posséder, contrôler et développer leurs terres ancestrales et leurs ressources naturelles, en vertu de leur consentement libre, préalable et éclairé (§ 73; aussi DFPPHRN, § 62).
- NNC-UPR/NWC/HRTMCC/DRCFCN appellent à la mise en œuvre urgente de la Convention 169 de l'OIT, de la Déclaration, des recommandations du RSPA et des observations finales du CERD; et à garantir la participation des PA au processus d'élaboration de la Constitution, ainsi que leurs droits à préserver leurs langues et leur culture (§ 74, 75).

Aucune des **questions préalables** ne mentionne les PA.

Dans le **Rapport du GTEPU** [A/HRC/17/5], le Népal cite la NFDIN et met l'accent sur son engagement pour les droits autochtones (§ 12, 16, 49).

- Un tiers des membres de l'Assemblée constituante sont autochtones (§ 98; la Bolivie accueille cette déclaration avec satisfaction, § 87).
- L'Australie pose des questions sur la discrimination et l'exclusion fondées sur les origines ethniques (§ 37; aussi Finlande, § 33; Slovaquie, § 68; Pologne, § 71; Suède, § 83).
- La Malaisie déclare qu'on peut faire davantage pour sauvegarder les droits autochtones (§ 65).

Parmi les **recommandations qui recueillent l'appui du Népal** (§ 106), figurent celles de :

- la Pologne relative à la garantie de la pleine participation des groupes ethniques au processus d'élaboration de la Constitution (106.1);
- l'Argentine de surmonter la discrimination et l'exclusion fondées sur les origines ethniques (106.21);
- la Hongrie d'améliorer la sécurité alimentaire (106.49);
- la Finlande de garantir l'égalité de l'accès à une éducation de qualité pour les enfants appartenant à des minorités ethniques (106.53).

Parmi les **recommandations que le Népal considère comme étant mises en œuvre** (§ 107), figurent celles de

- l'Allemagne relative à la condamnation de la discrimination fondée sur les origines ethniques (107.12);
- la Malaisie d'accroître la participation des PA dans l'appareil d'État (107.28).

Parmi les **recommandations que le Népal s'engage à examiner** (§ 108), figurent celles de :

- la Norvège relative à l'adoption de la législation et des politiques qui respectent pleinement les normes internationales relatives aux droits de l'homme des PA (108.11);
- la Finlande recommande d'aider les enfants appartenant aux minorités ethniques à achever leur cycle scolaire, et de garantir leur capacité à émanciper leurs

communautés (108.35; aussi Malaisie, 108.31).

Dans sa réponse [A/HRC/17/5/Add.1], le Népal accepte ces recommandations.

**Le Rapport du CoDH sur sa 17e session [A/HRC/17/2, § 295-337] ne mentionne pas les PA.**

<p>A3T: Association 3 T, Niger  ACFID: Australian Council for International Development  ACSJC: Australian Catholic Social Justice Council  AFAC: Association des femmes autochtones du Canada  AH-1953: Association Hingitaaq 1953, Greenland  AHR: Australian Human Rights Commission  AI: Amnesty International  ALAPA: Association for Law and Advocacy for Pastoralists, Tanzania  ALTSEAN-Burma: Alternative Asean Network on Burma  ALU: Arid Lands Uganda  APDH: Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Argentina  APIVEN: Asociación de Pueblos Indígenas de Venezuela  ATSILS: Aboriginal and Torres Strait Islander Legal Services of Australia  BF-UPR: Burma Forum on Universal Periodic Review  BPM: Base de paix – Montreal, Canada  CADHP: Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples  CAPI: Coordinadora de la Autodeterminación de los PI del Paraguay  CCJ: Comisión Colombiana de Juristas  CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes  CELCOR: Centre for Environmental Rights, Papua New Guinea  CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale  CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels  CETIM: Centre Europe-Tiers Monde  CHRC: Civil Society and Human Rights Coalition of Thailand  CHRO: Chin Human Rights Organisation  CIDH: Commission interaméricaine des droits de l'homme  CISA: Consejo Indio de Sudamérica  CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne  CKo: Caritas Kotido, Uganda  CMB-Bolivia: Central de Mujeres Indígenas del Beni, Bolivia  CODEHUPY: Coordinadora de Derechos Humanos del Paraguay  CORDAID: Catholic Organization for Relief and Development Aid  CORDS: Community Research and Development Organization, Tanzania  CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant  CSW: Christian Solidarity Worldwide  DFPPHRN: Dialogue-Forum for the Promotion of Peace and Human Rights in Nepal  DRCFCN: Durban Review Conference Follow-up Committee Nepal  ERI: Edmund Rice International  FED: Fondation Education et Développement  FI: Franciscans International  FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme  FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand  FMSI: Fondation mariste pour la solidarité internationale  FMUCO: Free Ministry for Mission to Unreached, Tanzania  FN: Freedom Now, USA  FORUM-ASIA: Asian Forum for Human Rights and Development  GAT: Gente Ambiente y Territorio, Paraguay  GRULAC: Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes  HCDH: Haut-Commissariat de l'ONU au droits de l'homme  HIMWA: Huduma ya Injili na Maendeleo ya Wafugaji, Tanzania  HRLC: Human Rights Law Centre, Australia  HRTMCC: Human Rights Treaty Monitoring Coordination Committee, Nepal  HRW: Human Rights Watch  HSCT: Hadzabe Survival Council of Tanzania  HURINET-U: Human Rights Network – Uganda  IBRO: International Buddhist Relief Organisation  ICC: Inuit Circumpolar Council  ICHR: International Council for Human Rights  ICJ: International Commission of Jurists  IFOH-K: International Fountain of Hope – Kenya  IIDA: IIDA Women Development Organization, Somalia  IIMA: Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice  IITC: International Indian Treaty Council  IP: Instance permanente de l'ONU pour les questions autochtones</p>	<p>IPA: International Presentation Association  IPACC: Indigenous Peoples of Africa Co-ordinating Committee  IPNC: Indigenous Peoples and Nations Coalition  IT: Internationale Touarègue  IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs  KA: Kattuffik Ataata (The Association Fathers), Greenland  KADP: Karamoja Agro-Pastoral Development Programme, Uganda  KHRG: Karen Human Rights Group, Myanmar  KOTA: Kotido Traders Association, Uganda  KUYUNU: Organización Ye'kuana del Alto Ventuari, Venezuela  LADO: Loliondo Development Organization, Tanzania  LCDO: Longido Community Development Organization, Tanzania  LDGL: Ligue des droits de la personne humaine dans la région des Grands Lacs  Liberation: Liberation (formerly Movement for Colonial Freedom), United Kingdom  LRWC: Lawyers' Rights Watch Canada  MADEF: Matheniko Development Organization, Uganda  MANYOITO: Enyoito Development Organization, Tanzania  MPDO: Monduli Pastoralists Development Organization, Tanzania  MRG: Minority Rights Group International  NGONET: Ngorongoro NGOs Network, Tanzania  NHRCT: National Human Rights Commission – Thailand  NIWF-Nepal: National Indigenous Women's Federation of Nepal  NNC-UPR: Nepal NGO Coalition for UPR  NSHR-Namibia: National Society for Human Rights, Namibia  NWC: National Women Coalition, Nepal  OCHR: OceaniaHR  OIEDEL: Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement  OIT: Organisation internationale du travail  OPIT: Organización Payipie Ichadie Totobiegosode  PINGOs Forum: Pastoralist Indigenous NGOs Forum, Tanzania  PWC: Pastoral Women Council, Tanzania  RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des peuples autochtones  SDCTRUST: Simamjiro Development Organization, Tanzania  SE: Sü dwind Entwicklungspolitik  SFS: Somali Family Services  SHILDA: Southern Highland Development Organization, Tanzania  SHN: Sociedad Homo Et Natura, Paraguay  SPM: Société pour les peuples menacés  SSD: Social Services and Development – Caritas Moroto, Uganda  SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia  SUNGO: Samoan Umbrella for Non-Governmental Organisation  TAPHGO: Tanzania Pastoralists, Hunter-Gatherers Organization  TEDDO: Teso Diocesan Development Organization, Uganda  TNRF: Tanzania Natural Resources Forum  TUNFA: Association Tunfa, Niger  UCRT: Ujamaa Community Resource Team, Tanzania  UE: Union européenne  UN HCR: L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés  UNPO: Unrepresented Nations and Peoples Organisation  UOCLIHRC: University of Oklahoma College of Law International Human Rights Clinic  UWAKAMA: Umoja wa Wafugaji Kanda ya Mashariki, Tanzania  UWM: Umoja wa Wafugaji Mpanda, Tanzania  VIDES-International: International Volunteerism Organization for Women, Education and Development  VSF-Belgique: Vétérinaires sans frontières, Belgique  WBO: World Barua Organisation  WILPF: Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté</p>
---	--